

Extrait du El Correo

<https://www.elcorreo.eu.org/Uribe-en-France-Une-tourne-de-propagande-anti-Farc-en-Europe>

Uribe en France« Une tourné de propagande anti-Farc en Europe »

- Les Cousins - Colombie -

Date de mise en ligne : lundi 21 janvier 2008

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

Le président colombien Alvaro Uribe a défendu lundi devant son homologue français Nicolas Sarkozy ses propositions pour la libération des otages de la guérilla des Farc, dans une contre-offensive diplomatique face au président vénézuélien Hugo Chavez.

Par Ingrid Bazinet

[AFP](#). Paris le 21 janvier 2008.

M. Uribe a entamé dimanche à Paris une tournée européenne qui le mènera en Espagne, en Suisse et à Bruxelles afin de souligner « les efforts » de son pays en faveur de la libération des otages, parmi lesquels la Franco-Colombienne Ingrid Betancourt, une priorité de M. Sarkozy.

Mais il a, dans le même temps, réaffirmé son objectif « d'écraser » la guérilla marxiste des Farc, juste avant d'être reçu à la présidence et deux mois après une visite de M. Chavez à Paris.

M. Uribe a notamment demandé l'appui de M. Sarkozy après avoir relancé une médiation de l'Eglise catholique avec la participation d'émissaires venant de France, d'Espagne et de Suisse.

Cette médiation vise à parvenir à un échange entre 43 otages dits « politiques », dont Ingrid Betancourt - ex-candidate à la présidentielle colombienne - et 500 guérilleros emprisonnés.

M. Sarkozy a apporté un soutien conditionnel à cette proposition, estimant qu'elle pouvait être « utile » si elle dispose de « garanties d'indépendance et de marges de discussion indispensables à son succès », a souligné la présidence.

Le président français a également « encouragé » Alvaro Uribe « à n'exclure aucun concours utile pour permettre en particulier la libération sans délai des otages », selon le porte-parole de l'Elysée David Martinon.

Hugo Chavez, qui vient d'arracher aux Farc la libération de deux otages, est considéré comme un acteur majeur par Paris pour aboutir à la libération de Mme Betancourt, détenue depuis près de six ans et récemment apparue à bout de forces.

M. Chavez accuse le président colombien, qui a mis fin en novembre à une médiation confiée à son homologue vénézuélien, de ne vouloir que « la guerre ».

Les relations entre Caracas et Bogota traversent une grave crise après la décision de M. Chavez - qui qualifie M. Uribe de « pion des Américains » et de « lâche » - de reconnaître aux Farc le statut de belligérants et de demander à l'Union européenne de les rayer de la liste des organisations terroristes.

M. Sarkozy est resté prudent sur ce point. Il a répondu à M. Uribe « que la France demeurait solidaire des positions de l'Union européenne (...) ». Pour Paris, les Farc doivent d'abord libérer leurs centaines d'otages avant tout changement d'attitude des Européens.

M. Uribe a qualifié de « très confiant, très sincère, très constructif » son entretien avec M. Sarkozy, le remerciant pour son soutien dans son combat « contre le terrorisme ».

Uribe en France « Une tournée de propagande anti-Farc en Europe »

Partisan de la manière forte vis-à-vis de la guérilla, M. Uribe avait auparavant réaffirmé à la radio Europe 1 que sa priorité était de libérer les otages mais aussi « d'écraser les terroristes ».

Le groupe des Farc « nous sommes en train de le vaincre (...) et il faut que la France le comprenne », a-t-il dit.

Il s'est toutefois dit prêt à négocier avec la guérilla si elle montre sa « bonne foi », ajoutant que jusqu'ici cela n'avait pas été le cas.

M. Uribe a défendu dimanche auprès du fils d'Ingrid Betancourt et de son père, Lorenzo et Fabrice Delloye, qu'il recevait pour la première fois depuis 2002, sa proposition de médiation de l'Eglise catholique.

« C'est la première fois que j'entends qu'il veut un dialogue mais je ne serai optimiste que lorsque les Farc auront accepté une zone de rencontre » pour instaurer un dialogue entre le chef de Farc Manuel Marulanda et M. Uribe, a expliqué à l'AFP Lorenzo Delloye.

Plus circonspecte, la Fédération internationale des Comités Ingrid Betancourt (Ficib) a estimé que M. Uribe était venu faire « une propagande anti-Farc en Europe ».